

Publié le 9 mars 2018

Élections italiennes : la majorité «populiste» pourra-t-elle gouverner ?

L'Italie, un des États à l'origine de la construction européenne, vient de connaître un important changement de son paysage politique : les «populistes» ont remporté les élections face aux partis «traditionnels» et s'imposent comme de vraies forces politiques de gouvernement.

Les élections sénatoriales et législatives italiennes du 4 mars 2018 peuvent inquiéter l'Union européenne. La France a élu Emmanuel Macron, qui a réuni centre droit et centre gauche contre le Front national, affaiblissant les partis traditionnels de gouvernement. En Allemagne, Angela Merkel a éprouvé de grosses difficultés à réunir une nouvelle coalition. En Italie, le Parti démocrate alors au pouvoir vient de s'effondrer, et la droite italienne «classique» (Forza Italia) est arrivée derrière «l'extrême-droite» (la Ligue, héritière de la Ligue du Nord). Quel est le dénominateur commun à toutes ces élections ?

La poussée des mouvements dits «populistes»

En Italie, il ne suffit pas de remporter les élections pour désigner un président du conseil, il est nécessaire que le parti majoritaire dépasse la barre de 40 % des voix. Les résultats des élections législatives et sénatoriales sont clairs, mais problématiques.

Aucun des partis n'a obtenu la majorité. Pourtant, la Ligue de Matteo Salvini, (parti anciennement régionaliste et eurosceptique), Forza Italia, et Fratelli d'Italia avaient formé une coalition dans cet objectif. Elle arrive en tête, obtenant un total de 263 députés et 129 sénateurs élus. La liste a réuni ainsi près de 37 % des électeurs autour d'elle (12 146 195 voix). À l'intérieur de cette coalition, la Ligue a battu Forza Italia de Silvio Berlusconi (parti traditionnel) et Fratelli d'Italia.

Le mouvement 5 Étoiles (M5S) de Luigi di Maio a obtenu 32 % (soit 10 726 245 voix), installant 222 députés et 115 sénateurs. Il est considéré comme un parti attrape-tout, mais arrive à se hisser seul, sans coalition, comme le «premier parti italien». Le M5S et la Ligue enregistrent les deux plus fortes progressions de ces élections. Le M5S augmente de 7 points son pourcentage par rapport à son score de 2013, tandis que la Ligue est passée de 4,5 % à 18,5 % en 2018.

Le professeur Guillaume Bernard¹ fait cette analyse : «La Ligue est en passe de devenir un parti national : elle fait de meilleurs résultats et s'étend un peu partout en Italie. Son avancée est très significative : le parti était régionaliste (Ligue du Nord) et devient de plus en plus nationaliste.» Il ajoute : «La ligue a siphonné l'électorat de la droite modérée dans le Nord. Le M5S a siphonné

1 - Guillaume Bernard est maître de conférences à l'ICES (Institut catholique d'études supérieures), responsable du master Histoire et droit des relations entre l'Église et l'État, et auteur du livre *La guerre à droite aura bien lieu, Le Mouvement Dextrogyre*, paru en 2016 aux éditions Desclée de Brouwer.

l'électorat social-démocrate dans le Sud. Dans le vote du mouvement 5 Étoiles, c'est clair, il y a une forme de dédagisme. Contrairement à la Ligue et a Forza Italia, qui ont une plate-forme programmatique et électorale cohérente, le M5S est très disparate. Ce dédagisme est une forme de rejet plus qu'une adhésion au parti en lui-même. Le parti qui s'enracine le plus est donc probablement davantage la Ligue [dans le Nord] que le mouvement 5 Étoiles [dans le Sud]».

Affaiblissement des partis dits «traditionnels»

Parallèlement à cette poussée populiste, l'échec des partis dits «traditionnels» (les partis de gouvernement) est patent. Comme nous l'avons vu, le parti de droite «traditionnelle» Forza Italia, emmené par Silvio Berlusconi, est arrivé derrière la Ligue. Même si le parti progresse de deux sièges de députés par rapport à 2013, ce n'est rien par rapport aux 108 sièges gagnés par la Ligue.

En parallèle, la coalition de centre gauche, emmenée par Matteo Renzi (l'ancien chef du gouvernement) et son Parti démocrate a subi une cuisante défaite : réunissant 22,9 % des voix (7 512 243), il se positionne très loin derrière les deux mouvements populistes. Cette déconvenue se manifeste par une perte sèche de 202 députés et de 78 sénateurs par rapport à 2013.

C'est sur cette base que la situation se complexifie pour les vainqueurs du scrutin : la liste de la coalition de droite ne dépasse pas le seuil des 40 % et le M5S non plus. Ils doivent donc trouver une alliance pour franchir cet obstacle.

La barre législative des 40 %

Trois solutions s'offrent à l'Italie. La première est une coalition réunissant les partis modérés europhiles, les perdants du scrutin (le Parti démocrate, Forza Italia et bon nombre de partis satellites). Une hypothèse que dément formellement Guillaume Bernard : «L'Italie a tourné le dos à la grande coalition comme celle que l'on a en Allemagne (avec l'entente du CDU [chrétiens démocrates] et du SPD [sociaux démocrates]) et en France (avec Emmanuel Macron), pour préférer une alliance des droites (FI et Ligue), comme en Autriche (OVP + FPÖ)».

La deuxième hypothèse serait une alliance entre certains «petits» partis et Matteo Salvini (avec sa coalition). La nécessité serait de dépasser les 40 % sans passer par le mouvement 5 Étoiles.

La troisième hypothèse, à la fois la plus inattendue et la plus crédible, serait une alliance entre la Ligue et le M5S, les deux partis populistes : «Ces deux partis avaient exclu cette coalition avant les élections, mais c'est peut-être la seule solution pour éviter le retour aux urnes. Verra-t-elle le jour ? Nombreux sont les cadres du M5S qui, d'une manière plus ou moins officielle, la souhaitent», explique Guillaume Bernard, qui note également : «Le M5S est un parti extrêmement indiscipliné, avec beaucoup de pertes : des élus locaux qui quittent le navire à cause de son amateurisme (la mairie de Rome, par exemple, où cela se passe très mal). Ils ont de très hauts résultats électoraux (plus de 7 points entre les deux scrutins), mais avec des déperditions d'élus... Électoralement, ils font de gros progrès, mais, dans leur capacité à agir, ils sont régulièrement affaiblis.»

Si aucune coalition n'arrive à émerger, le Président italien n'aura d'autre choix que de provoquer de nouvelles élections.

Un mouvement européen ?

La poussée nationaliste constatée dans les pays d'Europe semble se confirmer. D'abord par les pays du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, Slovaquie, République tchèque), qui affirment clairement leur identité, ensuite par des pays comme l'Autriche, où des partis modérés ont commencé à s'allier avec des partis nationaux, considérés comme extrêmes. Le cas de l'Italie est important, car c'est le premier des 6 pays à l'origine de l'Union européenne qui voit la victoire des «populistes» contre les partis «traditionnels». La percée en France du Front national réunissant 11 millions d'électeurs, les difficultés d'Angela Merkel pour réussir à créer une coalition en Allemagne sont autant de marqueurs des difficultés de l'Union européenne.

Est-il pour autant pertinent de comparer ces différents pays ? Dans *Libération*, Nathalie Brack affirme qu'il «est [...] important d'observer les évolutions nationales, parce qu'au Parlement européen, même si les populistes et les eurosceptiques sont nombreux, ils ne forment pas une famille homogène où ils évolueraient ensemble.»

Guillaume Bernard affirme cependant : «Il y a pourtant un ressort électoral et idéologique : la droite conservatrice se radicalise et accepte de s'allier avec des forces plus nationales. Il y a une tendance en Europe à l'émergence d'un courant national-conservateur, ou conservateur-populiste. Même si ce courant n'arrive pas à gouverner en Italie, il est une vraie force politique.» Et il ajoute : «Le front du combat des idées s'est inversé. Les forces modérées ne peuvent gouverner qu'à la condition de se coaliser (Merkel, etc.). Si l'une des forces modérées de droite s'allie avec les forces nationales, dans ce cas, les forces modérées ne sont plus majoritaires pour gouverner.»

Pierre Hardon

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr